# Dissolution, Répression, Fascisation :
# Non à la dissolution d'Urgence Palestine et de la Jeune Garde !

Le mardi 29 avril 2025, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau annonçait une procédure de dissolution de « La Jeune Garde », organisation de l'antifascisme populaire. Le mercredi 30 avril, c'est « Urgence Palestine », l'une des organisations de masse les plus investies et massives dans le mouvement de solidarité à la résistance du peuple palestinien en France depuis octobre 2023, qui a été visée par une demande de dissolution. Ces deux procédures ont été accompagnées d'une dernière visant le groupe fascisant « Lyon populaire », mais ne nous y trompons pas : il ne s'agit que d'une caution, au vu de la très faible implantation de ce groupuscule, comparativement aux autres, afin d'attaquer La Jeune Garde et Urgence Palestine.

Ces procédures de dissolution, particulièrement graves dans leur caractère liberticide, interviennent dans un contexte de crise de l'impérialisme mondial jouant en défaveur du capital français depuis l'an passé en même temps que la récession allemande. En effet, les contradictions inter-impérialistes avec la Chine s'aiguisent dans un large redéploiement tactique au coude à coude en France-Afrique, tandis que la guerre commerciale nécessite des compromis et d'âpres négociations entre différents monopoles. En Europe, les profits à retirer de la guerre impérialiste en Ukraine continuant d'être source de confrontations bourgeoises, notre bourgeoisie tente de gagner l'ascendant sur l'Allemagne et l'Italie au sein du cartel impérialiste qu'est l'UE. L'UJC et son parti, le PCRF, ont souligné tous ces aspects dans leurs analyses et actions depuis juin 2024 et la dissolution de l'Assemblée nationale, épisode qui confirme encore une fois que la crise parlementaire et politique depuis l'an passé reflète cette crise sociale. De plus, la guerre commerciale s'intensifiant dans l'impérialisme mondial, les bourgeoisies nationales dont la Française tentent de concentrer leurs politiques d'exploitation sur le territoire national, pour mieux contrôler et museler les masses travailleuses en cas de guerre ; la guerre étant, on le sait, la continuation de la guerre commerciale.

Les monopoles français cherchent par leurs manœuvres, comme la dissolution de l'Assemblée nationale et comme ces procédures répressives actuelles, à augmenter le niveau d'offensive dans les luttes de classes, afin de trouver le meilleur parti bourgeois qui pourra représenter ses intérêts. Dans ce cadre, la bourgeoisie monopoliste française vérifie et évalue la bonne disposition et l'attachement du personnel parlementaire à ses intérêts. Ces projets de dissolution ne sont donc ni un épiphénomène, ni un « saut fasciste » : nous nous trouvons dans l'aggravation continue de la fascisation d'Etat et de la crise de son appareil parlementaire, cherchant à s'adapter à la crise sociale et politique en cours, afin de réfréner les aspirations de notre classe et de la jeunesse populaire.

L'UJC et le PCRF ont toujours rappelé que cette aggravation n'est pas nouvelle et que la fascisation ne veut pas dire mécaniquement fascisme. La fascisation est en effet l'accumulation de lois d'exception et de violations de la démocratie bourgeoise par la bourgeoisie elle-même en cas de crise aggravée du capitalisme à son stade impérialiste : le capitalisme de monopoles partout dans le monde. Le fascisme est la dictature terroriste choisie par toute la bourgeoisie contre les masses populaires en cas de situation révolutionnaire nationale et surtout internationale, comme nous l'avons connue et vaincue au siècle dernier.

A l'heure où nos monopoles s'engagent dans une économie de guerre, axe politique central pour notre bourgeoisie aux côtés du capitalisme vert et des nouvelles technologies, il est d'autant plus crucial de se mobiliser contre toute mesure répressive, afin d'élever le niveau des luttes de classes en notre faveur.

En effet, aucun parti bourgeois parlementaire, quel qu'il soit, ne pourra résoudre cette situation, ni ces attaques par dissolutions sur le long terme. L'État bourgeois est l'appareil de dictature de la bourgeoisie contre les masses populaires, il ne peut pas être l'arme des masses populaires contre la bourgeoisie. Les partis parlementaires actuels, même de gauche ou « d'ultra gauche », sont engagés dans la voie de la conciliation avec le capital. Ces partis bourgeois expriment les intérêts de la bourgeoisie selon différentes modalités, mais ils ne répondent pas, dans les faits, aux aspirations des masses exploitées. Ce n'est que par le niveau des luttes à la base, dans nos entreprises et lieux d'études, que nous pourrons faire reculer le capital à l'heure où il cherche à instaurer ses représentants les plus adaptés et à créer un rapport de force en sa faveur. Ces luttes par la base et à la base doivent être coordonnées, unifiées et massifiées contre notre ennemi commun, source de tous nos maux : le capitalisme, sa classe et son État. Ni les élections de 2027 ni le « nouveau front populaire » ne nous défendra, c'est à nous de le faire, en renforçant en renforçant les organisations du mouvement ouvrier et l'arme politique de la classe ouvrière : le Parti Communiste Révolutionnaire de France et sa jeunesse l'UJC !

**Non à la dissolution d'Urgence Palestine et de La Jeune Garde !**
**Dans la lutte antifasciste, c'est tout l'Etat et sa classe que nous visons !**

*Adresse postale* **: Les Amis d'Oulianov – BP 40084 - 75862 Paris Cedex 18 –**
*Site Internet* **: www.pcrf-ic.fr** *Adresse Internet* **: ic.pcrf@gmail.com**